

Une pétition indépendante pour demander la démission du ministre de la Culture

Article rédigé par *Fondation de Service politique*, le 09 octobre 2009

[Communiqué] Le soutien de Frédéric Mitterrand à Roman Polanski, accusé de viol sur une enfant mineure, a soulevé l'indignation. Mais la révélation au grand public des pratiques sexuelles du ministre de la Culture, jusqu'à présent considérées comme une simple confession littéraire, pose un problème politique. La crédibilité de la France est en jeu. L'honneur du gouvernement exige son départ immédiat. Un ministre ne peut faire l'apologie de délits contre lesquels son gouvernement entend lutter avec fermeté, en bafouant la loi impunément. L'association pour la Fondation de Service politique demande sa démission.

La question ne porte pas sur les tendances homosexuelles de M. Mitterrand, qui sont connues de longue date. La question est de savoir si un ministre de la République peut demeurer en fonction lorsque l'on découvre qu'il s'est rendu complice en toute lucidité de l'exploitation sexuelle de jeunes gens par des réseaux criminels, et qu'il en a assumé l'apologie par le truchement d'une œuvre littéraire.

Pour Francis Jubert, président de l'association pour la Fondation de Service politique (AFSP), les explications de M. Mitterrand sont tout sauf convaincantes : Beaucoup ont vu dans la révélation des pratiques sexuelles de M. Mitterrand une "confession". Mais une telle complaisance dans le récit ressemble à tout sauf à une démarche de repentir. Ces explications n'ont qu'un seul effet : banaliser un comportement contraire à la loi. Il n'y a qu'une seule issue digne de la France et de son gouvernement : que M. Frédéric Mitterrand quitte ses fonctions. L'association pour la Fondation de Service politique lance une pétition nationale indépendante pour demander la démission du ministre de la Culture.

Pour en savoir plus sur le site Internet de l'AFSP :

[La honte ou le sursaut : nous demandons la démission du ministre de la Culture](#)

[Le texte de la pétition](#)

L'association pour la Fondation de Service politique est un centre d'étude et de communication créé en 1992. Indépendant de tout parti politique, son but est de promouvoir dans la vie publique une pensée politique cohérente avec l'enseignement social de l'Église. Elle publie depuis 1996 la revue d'idées trimestrielle "Liberté politique". En 2003, elle a lancé une pétition qui a recueilli un million de signatures dans l'ensemble de l'Union européenne pour la reconnaissance des racines chrétiennes de l'Europe.